



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Adrian Bennett  
222 Queen St - 1401  
Adrian.Bennett@pwgsc-tpsgc.gc.ca  
Ottawa  
Ontario  
K1A0S5

**SOLICITATION AMENDMENT  
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
Parliamentary Precinct Division/Acquisitions de la Cité  
parlementaire  
222 Queen Street / 222, rue Queen  
Ottawa  
Ontario  
K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> Îlot 2 - Concours d'architecture	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> EP771-200660/A	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 002
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> EP771-200660	<b>Date</b> 2020-02-20
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$PPS-021-27585	
<b>File No. - N° de dossier</b> 021pps.EP771-200660	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2020-02-21</b>	
<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Standard Time EST	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Bennett, Adrian	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 021pps
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (613) 990-3849 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> Îlot 2 Ottawa, ON	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## MODIFICATION 002 AU PRÉAVIS D'APPROVISIONNEMENT

### CETTE MODIFICATION PORTE SUR LES QUESTIONS SUIVANTES

Tel qu'il est utilisé dans la présente modification :

Le terme « répondant » désigne l'entité qui soumet une réponse et avec laquelle, au terme du processus concurrentiel, le Canada peut conclure un contrat si elle est le répondant retenu. Celui-ci est souvent appelé « consultant principal ». Le répondant doit remplir les exigences en matière de sécurité et de licence. Il lui incombe de coordonner les sous-traitants et leurs arrangements contractuels pour fournir tous les services requis par le Canada, y compris, entre autres, ceux de l'équipe du répondant. Le répondant peut fournir lui-même tous les services de l'équipe du répondant s'il en a la capacité.

L'« équipe du répondant » est composée des disciplines définies par le Canada pour faire partie de l'évaluation de la demande de qualification dans le cadre du concours de conception. Les substitutions au sein de l'équipe du répondant à un quelconque moment après la présentation d'une réponse à la demande de qualification sont interdites. L'équipe du répondant se compose des disciplines du génie mécanique, électrique et structurel et peut comprendre, à la discrétion du répondant, des entités qui fournissent des services d'architecture.

#### **Question 5**

Que dois-je soumettre d'ici le 21 février?

#### **Réponse 5**

Le Préavis d'approvisionnement est donné à titre d'information uniquement. Il n'est pas nécessaire de soumettre quoi que ce soit à l'heure actuelle.

**Les questions 6 à 12 portent sur les attestations de sécurité. Le Canada a pris note des préoccupations soulevées ou implicites et y répond en modifiant son approche, comme il est décrit dans la Réponse aux questions de sécurité, après la question 13.**

#### **Question 6**

Nous envisageons de monter une coentreprise avec un architecte qui se trouve en [nom de pays caviardé]. Le Secteur de la sécurité industrielle (SSI) m'informe que puisque le Canada n'a pas d'entente bilatérale avec le/la/l'[nom de pays caviardé], il ne sera pas possible d'attribuer une autorisation de sécurité à cette entreprise. Pouvez-vous confirmer que c'est bien le cas et que, par conséquent, toutes les entreprises [de pays] sans entente bilatérale seront exclues?

#### **Réponse 6**

## MODIFICATION 002 AU PRÉAVIS D'APPROVISIONNEMENT

---

Confirmé : Les entités de pays qui n'ont pas d'accord bilatéral avec le Canada ne peuvent pas obtenir l'attestation de sécurité requise et ne peuvent donc pas faire partie de l'équipe du répondant dans une coentreprise.

Toutefois, l'entité en question peut faire partie de votre équipe en qualité de sous-traitant.

### **Question 7**

Tous les bureaux d'une coentreprise doivent-ils demander l'attestation de sécurité d'installation (ASI), ou seront-ils acceptés si le cabinet d'architecture de l'entreprise-ressource au Canada l'a demandée?

### **Réponse 7**

Toutes les entités formant le répondant, et tous les membres de la coentreprise, doivent être admissibles à une ASI de niveau SECRET ou l'équivalent et obtenir ladite attestation avant l'adjudication de tout contrat subséquent. Si un répondant souhaite inclure l'expertise d'une entité qui ne peut ou ne veut pas obtenir l'ASI de niveau SECRET ou l'équivalent, cette entité peut être incluse comme sous-traitant plutôt que comme membre de la coentreprise du répondant.

### **Question 8**

À la section 3.6e), Attestations de sécurité, il est écrit que tous les membres de l'équipe du répondant doivent avoir demandé une ASI de niveau Secret. Le processus d'obtention d'une attestation de sécurité d'installation est extrêmement onéreux et nécessite généralement des modifications matérielles des bureaux. Les bureaux de certaines entreprises peuvent être intrinsèquement impossibles à sécuriser, vu leur proximité avec des espaces publics, leur emplacement au rez-de-chaussée et d'autres risques. Entre autres exigences figure, par exemple, une procédure d'enregistrement pour tous les visiteurs au bureau. Un bureau pourrait devoir fermer ses stores en tout temps. Ces exigences pourraient facilement dissuader un cabinet d'études très sollicité de participer en premier lieu.

Il est déraisonnable d'exiger ce niveau d'attestation (surtout sans exiger d'enquête sur le personnel ou de protection des documents) pour un concours, étant donné la forte probabilité de ne pas être retenu, et le fait que l'on présume que le concours de conception se déroulera sans que des documents classifiés soient distribués à tous. De plus, il n'y a aucune façon de savoir à quel point les équivalents internationaux de la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) sont efficaces pour traiter ces demandes, ce qui pourrait aboutir à un approvisionnement infructueux si des équipes multinationales ne respectaient pas la date limite.

Nous suggérons que l'ASI de niveau Secret soit une exigence au sein de l'équipe à un moment donné du projet si celui-ci devait aller de l'avant. L'investissement en temps et en ressources d'un membre de l'équipe pour obtenir cette attestation représente un coût que les entreprises ne trouveront pas trop onéreux si un contrat est en vigueur.

---

## MODIFICATION 002 AU PRÉAVIS D'APPROVISIONNEMENT

---

Selon notre expérience, avec des protocoles de sécurité appropriés, il est possible d'éviter le problème de produire des documents classifiés même dans des environnements hautement sécurisés, jusqu'à l'obtention de l'attestation requise. C'est ainsi que la plupart des entreprises titulaires d'une ASI de niveau Secret l'ont obtenue en premier lieu.

Par exemple, il serait raisonnable que certains membres d'une équipe compartimentent les documents classifiés pendant les phases d'élaboration des documents de construction sans faire participer l'entreprise qui se concentre sur la conception de détails tels que les télécommunications et l'infrastructure de sécurité. Cela ouvrirait la porte à des collaborations internationales et à des pays qui n'ont pas d'accord bilatéral avec le Canada en matière de sécurité industrielle. Il faut aussi prendre en compte le fait que le coût réel de la demande d'ASI de niveau Secret variera d'un proposant à un autre et devrait donc faire partie des négociations finales. Des exigences supplémentaires, comme la protection de documents et, éventuellement, l'autorisation de médias informatiques, pourraient être établies à ce stade, si on le juge nécessaire. Cette dernière éventualité est particulièrement coûteuse.

### **Réponse 8**

Vos préoccupations ont été prises en compte. Le Canada a modifié son approche à l'égard des exigences de sécurité. Veuillez consulter la **Réponse aux questions de sécurité**.

### **Question 9**

Nous sommes un cabinet d'architectes [caviardé] qui travaille à l'international et nous souhaitons participer à cette possibilité. Nous constatons que nous sommes tenus de remplir des exigences de sécurité, en particulier l'attestation de sécurité d'installation (ASI) au niveau SECRET, délivrée par un équivalent international de la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC). Nous croyons comprendre qu'il existe un accord de sécurité bilatéral entre le Canada et le [caviardé].

Pouvez-vous nous renseigner sur le type d'attestation de sécurité [caviardé] qui remplirait les exigences relatives à l'attestation de sécurité d'installation (ASI) au niveau SECRET?

Pour votre information, nous avons demandé conseil sur ce point auprès de [caviardé], qui nous a renvoyés à SPAC.

et,

### **Question 10:**

Qu'est-ce que le gouvernement canadien entend par l'expression "ou un équivalent international" le tout tel qu'énoncé à l'article 3.6 « Exigences obligatoires preuve de la DDQ » paragraphe e) « attestation de sécurité »?

## MODIFICATION 002 AU PRÉAVIS D'APPROVISIONNEMENT

---

et,

### **Question 11:**

Serait-il possible de connaître les types d'équivalents internationaux reconnus par le gouvernement canadien?

et,

### **Question 12**

Nous sommes une organisation [internationale] et, à ce titre, nous aimerions que vous nous donniez des précisions sur le processus de sélection. En consultant le site Web du gouvernement du Canada, nous croyons comprendre que nous devons communiquer d'abord avec les autorités de sécurité [de notre pays]. Pourriez-vous nous confirmer qu'il s'agit bien de la marche à suivre et si nous avons besoin de documents de parrainage de votre part pour mettre le processus en branle? Et quelles seraient les étapes du processus?

### **Réponses 9, 10, 11 et 12**

Les pays ont leur propre terminologie pour leur équivalence. Pour obtenir des renseignements propres à votre pays, veuillez communiquer avec :

[Adrian.Bennett@pwgsc-tpsgc.gc.ca](mailto:Adrian.Bennett@pwgsc-tpsgc.gc.ca).

Les demandes spécifiques aux exigences de sécurité continueront d'être acceptées après la fermeture du PA le 21 février.

### **Question 13**

En ce qui concerne la partie 3, Procédure, section 3.6.d) Exclusivité – veuillez préciser si un architecte engagé comme sous-traitant d'une équipe de répondants peut faire partie de plus d'une équipe.

### **Réponse 13**

Tous les cabinets d'architectes, qu'ils soient engagés comme sous-traitants ou qu'ils répondent en tant que répondants, ne seront pas autorisés à faire partie de plusieurs réponses.

### **Réponse aux questions de sécurité**

Pour équilibrer son obligation de conclure un contrat, le cas échéant, avec une entité qui détient l'autorisation de sécurité requise avec la promotion de l'ouverture et de la concurrence parmi des bureaux d'études professionnels talentueux, le Canada modifie les sections « Exigences obligatoires prévues de la DDQ » et « Évaluation prévue de la DDQ » du préavis d'approvisionnement comme suit.

**À la section 3.6 du Préavis d'approvisionnement, « Exigences obligatoires prévues de la DDQ » :**

---

## MODIFICATION 002 AU PRÉAVIS D'APPROVISIONNEMENT

### **SUPPRIMER la section e) dans son intégralité.**

#### **Remplacer par :**

##### **e) Attestation de sécurité**

Le répondant et tous les membres de la coentreprise du répondant doivent pouvoir obtenir une attestation de sécurité d'installation (ASI) de niveau SECRET, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de SPAC, ou un équivalent international. L'admissibilité sera définie en fonction de l'un ou l'autre des critères suivants :

- i) entreprise ayant son siège social au Canada;
- ii) propriétaires uniques qui sont des citoyens ou des résidents permanents du Canada;
- iii) filiales canadiennes d'entreprises étrangères enregistrées pour faire affaire au Canada;
- iv) entreprise située dans un pays ou organisation avec lequel le Canada a un accord de sécurité bilatéral.

Pays et organisations ayant un accord de sécurité bilatéral			
Australie	Institutions de l'Union européenne	Lettonie	Espagne
Belgique	Finlande	OTAN	Suède
Brésil	France	Pays-Bas	Suisse
Bulgarie	Allemagne	Nouvelle-Zélande	Royaume-Uni
Chine	Israël	Norvège	États-Unis
Danemark	Italie	Afrique du Sud	

De plus, les répondants devront certifier qu'ils s'engagent à remplir les exigences de sécurité s'ils sont qualifiés dans la DDQ.

Aucune exigence de sécurité ne s'applique au reste de l'équipe du répondant (architecte, ingénieur en mécanique, ingénieur en électricité, sous-traitants en ingénierie structurelle) dans le cadre du concours de conception. Lors de la négociation du contrat, le Canada définira des éléments classifiés particuliers de la portée de niveau SECRET qui devront être traités comme tels.

Le répondant retenu doit détenir une ASI valide au niveau SECRET, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de SPAC, ou un équivalent international répondant aux exigences de sécurité AVANT l'attribution du contrat.

Il incombe au répondant d'obtenir son attestation dans les meilleurs délais, mais SPAC peut inclure des dispositions dans le concours de conception pour garantir que le répondant prend des mesures en vue d'obtenir son attestation.

## MODIFICATION 002 AU PRÉAVIS D'APPROVISIONNEMENT

---

On rappelle aux répondants d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. Le Canada n'est pas tenu de retarder l'adjudication d'un contrat pour permettre au répondant de remplir les exigences de sécurité. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au répondant retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractant.

**À la section 3.7 du Préavis d'approvisionnement, « Évaluation prévue de la DDQ »**

**SUPPRIMER :**

La section b) dans son intégralité.

**Remplacer par :**

b) En plus d'autres critères, SPAC évaluera l'expérience antérieure pertinente du répondant et de l'équipe du répondant. L'expérience en architecture peut être démontrée uniquement par le répondant ou être complétée par l'expérience en architecture de l'équipe du répondant.